

## Questions orales

**L'hon. Walter McLean (ministre d'État (Immigration)):** Monsieur le Président, que le député se rassure, il n'y a pas de pagaille du tout. Le recrutement du personnel est en cours. Les locaux ont été loués et vont bientôt ouvrir. La formation du personnel qui sera chargé de cette voie rapide est en cours, de sorte que la procédure va pouvoir débiter dès septembre.

**M. Heap:** Monsieur le Président, on nous avait promis qu'elle débiterait mi-juillet. Maintenant, c'est septembre. Comment savoir à quelle date cela va se faire?

## L'ENTRÉE DES PSEUDO-CANDIDATS AU STATUT DE RÉFUGIÉ

**M. Dan Heap (Spadina):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. De pseudo-candidats au statut de réfugié déferlent en masse sur le Canada, au rythme de près de 1,000 par mois. Pourquoi le ministre n'a-t-il rien fait pour enrayer ce chambardement du programme qu'il essaie d'organiser?

**L'hon. Walter McLean (ministre d'État (Immigration)):** Monsieur le Président, je tiens à assurer le député que c'est pour moi comme pour le gouvernement une préoccupation d'ordre immédiat. Nous sommes reconnaissants aux députés de tous les côtés de la Chambre de leur aide. Nous cherchons à obtenir l'appui de la communauté portugaise. Nous avons dialogué avec le gouvernement de ce pays ici et à Lisbonne. Nous essayons de résoudre le problème sans intervenir au niveau des visas. J'aurai l'occasion de revenir faire le point sur cette situation.

\* \* \*

## LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE À L'USINE DE LA SOCIÉTÉ GAINERS, À EDMONTON—  
LE RÔLE DES AGENTS DE SÉCURITÉ

**M. William G. Lesick (Edmonton-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail. Je m'inquiète vivement du caractère explosif des piquets de grève à l'usine de la société Gainers, à Edmonton. Le ministre aurait-il l'obligeance de nous éclairer sur le rôle qu'ont joué les agents de sécurité de Travail Canada dans l'examen des plaintes d'inspecteurs des viandes et de vétérinaires à l'emploi du gouvernement fédéral qui prétendent que leur travail est dangereux?

**L'hon. Bill McKnight (ministre du Travail):** Monsieur le Président, je remercie le député de l'intérêt qu'il porte à cette affaire. Les légistes de la Couronne ont examiné le Code canadien du travail et nourrissent de sérieuses réserves sur l'applicabilité de la Partie V du Code canadien du travail à des questions telles que la violence à l'égard des piquets de grève. La décision qu'avait prise plus tôt l'agent de sécurité fait maintenant l'objet d'un appel auprès de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique. Nous allons continuer de réagir aux plaintes en attendant le règlement de cette affaire judiciaire.

• (1450)

## L'AGRICULTURE

## L'INFESTATION DE SAUTERELLES—LE COÛT DES INSECTICIDES

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Il sait que des milliers d'agriculteurs de la Saskatchewan et de l'Alberta se trouvent une nouvelle fois, certains pour la troisième ou quatrième année, devant une plaie de sauterelles. Vu la situation désespérée dans laquelle ils se trouvent, le ministre est-il prêt, aujourd'hui, à s'engager à aider ces producteurs en payant 50 p. 100 du prix des insecticides nécessaires pour enrayer l'infestation?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, je suis parfaitement au courant et aussi très inquiet de la situation. Nous continuons à en surveiller l'évolution avec nos homologues provinciaux. Je pense que nous devons remercier les deux provinces de l'Ouest de s'intéresser d'aussi près à la situation. Elles ont mis sur pied des programmes pour aider les producteurs. Toutefois, nous n'avons pas encore décidé de participer à un accord de partage des frais en ce qui concerne la lutte contre les sauterelles.

## ON DEMANDE DE L'AIDE FINANCIÈRE

**M. Maurice Foster (Algoma):** Monsieur le Président, je me demande pourquoi le ministre refuse d'aider ces agriculteurs en difficultés. Il sait que la conséquence sera une augmentation des paiements en vertu du programme d'assurance-récoltes cet automne, car les agriculteurs risquent de perdre leurs récoltes. Va-t-il reconsidérer sa décision et opter pour une aide?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, nous n'avons pas rejeté toute possibilité d'intervention. Nous n'avons pas pris de décision définitive. Si le député vérifie, il constatera que notre gouvernement a été très généreux dans ses paiements aux agriculteurs de l'Ouest. Naturellement, les dégâts causés par les sauterelles sont couverts par le programme d'assurance-récoltes. De plus, nous avons conclu avec nos homologues provinciaux de l'ouest du Canada un accord permettant de donner une aide supplémentaire en cas de catastrophe.

\* \* \*

## LE CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES

## LE FINANCEMENT DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT SPATIAL

**M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville):** Monsieur le Président, je me souviens que le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie a été étonné d'apprendre que les fonds du PARI devaient être transférés au programme spatial. Pourtant, il a par la suite défendu cette initiative en disant que le CNR avait été consulté. Si c'est vrai, peut-il expliquer comment le vice-président chargé du programme a pu dire qu'il n'avait pas été consulté? Pourquoi a-t-on tenu aujourd'hui une réunion d'urgence avec les membres du conseil qui ont déclaré qu'on avait agi comme si le CNR n'existait pas et contrairement à la loi régissant le CNR?